BUDGET DEFENSE

MERCREDI 8 NOVEMBRE 1995

INTERVENTION DE JEAN-MICHEL BOUCHERON

DEPUTE D'ILLE ET VILAINE

RESPONSABLE DEFENSE POUR LE GROUPE SOCIALISTE À L'ASSEMBLEE NATIONALE

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

Monsieur le Ministre, jamais un budget de la défense n'avait recueilli un tel consensus : tout le monde est « contre ». La majorité de cette assemblée est « contre » et votera « pour ». Les Socialistes sont « contre » et voteront « contre ».

Il y a 2 ans, quand il manquait un demi-milliard dans un budget, l'opposition de l'époque n'avait pas de mots assez durs. Les socialistes abandonnait la France à ses agresseurs, nous baissions la garde. Aujourd'hui, vous sabrez en réalité 30 milliards dans l'impréparation la plus complète et les mêmes approuvent. Je les laisse à leur contradiction.

Pour ce qui nous concerne, nous sommes favorables à une baisse significative et programmée des dépenses militaires, mais pas à la casse de notre outil industriel. Ce n'est pas une retraite en bon ordre, c'est une débâcle.

Monsieur le Ministre, je ne porterai pas de critiques sur le fond de la doctrine qui guide ces choix budgétaires. Pour une raison simple, il n'y en a pas.

Le bruit court que des Comités Stratégiques se réunissent en ville dans le plus grand secret pour étudier la nouvelle doctrine. Est-il nécessaire de réunir pendant 9 mois des experts pour découvrir les modifications évidentes qui s'imposent à notre posture nucléaire, qu'il faut privilégier nos capacités de projection et construire une Europe de l'armement ? Je trouve particulièrement regrettable que parmi les cinq thèmes de travail du Comité Stratégique, aucun d'entre eux ne porte sur la construction d'une défense européenne.

L'exécutif a délibérément confié la définition de la doctrine à des techniciens en écartant le Parlement des débats. Vous vous privez de toute capacité d'arbitrage.

Abandonner la doctrine aux techniciens est une erreur grave. Abandonner les choix budgétaires aux comptables de Bercy l'est peut-être encore plus.

Je me pose très sérieusement la question de savoir à quoi va servir le vote de ce budget. L'exemple de l'exécution du budget 1995 est particulièrement éclairant. Nous avons voté 102,4 milliards de francs en équipement.

2 milliards sont partis vers d'autres Ministères.

Une première annulation de crédits imposée par Bercy a porté sur 8,4 milliards.

6.5 milliards de reports n'ont pas été consommés

0,7 milliard de fonds de concours n'a pas été réalisé.

Un gel de crédits est préparé dans le plus grand secret et il sera annoncé dans huit jours qu'une nouvelle annulation portera sur 4,9 milliards.

En conclusion, mes chers collègues, nous avons voté il y a un an 102,4 milliards de francs, moins de 80 auront été en réalité utilisés.

22,5 milliards exactement, soit près du quart du budget se seront évaporés en un an.

Que signifie un vote du Parlement ? Une fois de plus je ne conteste pas la logique d'économies budgétaires, je conteste fondamentalement la méthode. Nous sommes avec 25% de réduction des équipements militaires en un an, en train de réaliser la même réduction qu'ont planifiée la Grande-Bretagne en quatre ans et les USA en huit ans.

Au moins aurions-nous pu espérer que la structure de ces économies budgétaires intègre certaines évidences stratégiques. Le poids le plus lourd de ces

économies devait évidement porter sur le nucléaire. Il n'en est rien. Le rapport Galy-Dejean a montré l'étendue de la casse industrielle qui se prépare.

Il est clair pour tout le monde que le changement de paysage géostratégique impose une modification de posture dans ce domaine. Nous entrons dans un monde nouveau alors que le monde ancien ne disparaît que lentement. Nous sommes à la soudure de deux périodes historiques. Notre dissuasion n'est plus une dissuasion du faible au fort et ne devra jamais être une dissuasion du fort au fou.

Le débat est mal posé. Notre dissuasion ne doit porter que sur nos intérêts vitaux, sur la défense de notre identité territoriale et démocratique en attendant qu'un jour cette notion soit étendue à une zone géographique européenne plus large, bien évidement fondée sur le futur noyau nucléaire franco-britannique.

- Par exemple : je m'interroge sur PALEN
  10 milliards de francs pour quoi faire ?
- Les USA ne modernisent plus ni leurs têtes, ni leurs missiles. Nous, nous faisons les deux.

Il fallait faire porter les économies principalement sur le nucléaire et non sur le conventionnel.

Ma critique principale porte sur l'impréparation industrielle et sociale de ce budget.

1/4 des crédits en mois en 1 an
GB------> 4 ans
USA----> 8 ans

1 milliard de francs en moins ---> 2000 chômeurs
Multiplication froide ---> 50 000 suppressions d'emplois
Vraisemblablement 30 000 postes supprimés. Pas moins.

Il faut un plan de restructuration, de recapitalisation, de reconversion de sites.

1 million francs / emploi ---> au moins 30 milliards de francs ----> pas l'ombre d'un financement ou d'une étude
Loi de programmation industrielle et sociale
Sinon :
- Drames sociaux dans toutes les régions de France
- Négociations européennes dans les pires conditions

L'héritage du Gouvernement Juppé sera lourd.

- Capharnaüm financier !
- Capharnaüm des concepts !
- Exclusion du parlement et du Ministère de la Défense du débat de doctrine et de financement !

Quelle est au bout de six mois la politique du pouvoir ?

- la priorité est-elle encore au nucléaire?
- la France rentre-t-elle dans l'OTAN ?
- quel format pour quelles missions ?
- quel plan de restructuration ?
  - Par industrie ?
  - Par produit ?
  - Franco-français ? Européen ?
  - Quelles recapitablisations ?
- où se fait la politique de la France ?
  - DG 3 : Bangueman

On dit de vous que vous êtes courageux. Je le pense. Vous savez défendre vos positions avec panache et détermination. Certains vous avaient à tort sous-estimé. Vous allez vite, vous allez fort, mais où allez-vous?

Cela mes chers collègues, ni les parlementaires, ni les ouvriers des arsenaux, ni les militaires, ni les industriels ne le sauront aujourd'hui.